



Une Haïti **Meilleure** Pour Tous

Sommaire

Une Haïti meilleure pour tous	3
Notre engagement	4
1. La crise multidimensionnelle aiguë	5
2. Aboutissement d'une longue suite de dysfonctionnements	7
3. Comprendre la dynamique du cercle vicieux	10
4. Nous pouvons mieux faire	12
a) Nous par rapport aux autres	12
b) Nous par rapport à nous-mêmes	15
5. Utilité économique de l'investissement public et croissance	17
6. Pays ayant relevé le défi qualitatif des investissements publics	17
7. Contraintes au développement d'Haïti	18
8. Vers un cercle vertueux de stabilité et de progrès	21
9. Les piliers d'un État stable et prospère	22
a) une stabilité institutionnelle et la gouvernabilité	22
b) une gouvernance responsable et efficace	22
c) la stabilité macroéconomique, un socle incontournable	23
d) une croissance inclusive et équitable	23
e) une répartition équilibrée du développement sur le territoire	23
f) Un dialogue constant entre le secteur public et privé	24
10. Vers une refondation d'Haïti	25
11. Notre leitmotiv	26
12. Notre Vision	27
13. Notre Mission	28
14. Nos Valeurs	30
15. Notre Approche	31
16. Nos Principes directeurs	33
17. Engageons-nous !	35

Une Haïti meilleure pour tous

L'Institut Macaya vise à une transformation profonde d'Haïti, grâce à des convictions fortes et des engagements patriotiques majeurs.

La crise aiguë qui frappe notre pays depuis environ six ans trouve ses racines dans plusieurs décennies d'instabilité politique et de déséquilibres structurels. Toutefois, au lieu de s'attaquer à ces problèmes fondamentaux, nous avons souvent choisi de nous y adapter. Ceci n'a fait que les perpétuer et les aggraver.

Depuis notre indépendance, notre nation a souffert de l'absence d'un véritable projet de société et d'une vision axée sur l'émancipation collective et durable. Elle est dépourvue de bases solides, d'une gouvernance efficace et d'une orientation économique capable de soutenir la liberté tant désirée par nos pères fondateurs.

L'Institut Macaya est convaincu qu'un tournant économique et social est encore possible. Cette transformation se réalisera si nous nous approprions et partageons des valeurs solides, bases d'une gouvernance stable, d'un environnement propice à la croissance économique et d'un progrès social inclusif.

Un consensus national sur une vision collective du futur d'Haïti peut motiver l'ensemble du corps social et orienter durablement les choix politiques et économiques. En effet, chaque fois que, dans notre histoire, des efforts de stratégies publiques rationnelles ont coïncidé avec des périodes de stabilité politique, des progrès significatifs ont été accomplis. La période de 1946 à 1956 en est un exemple concret : le pays a alors connu des avancées notables sur le plan économique-social et bénéficié d'une reconnaissance internationale¹. Il est donc possible de réaliser des progrès tangibles avec la paix et une gouvernance éclairée.

¹ Investissements étrangers, stimulation du tourisme.

Notre engagement

L'Institut Macaya veut contribuer à transformer Haïti en une république démocratique jouissant de la confiance et de l'adhésion de ses citoyens qui percevront l'État comme un promoteur du bien-être collectif, grâce à des politiques publiques cohérentes, réalisables et adaptées aux réalités du pays.

Toutefois, pour que la confiance règne entre l'État et les citoyens, il est crucial que les dirigeants posent des actions concrètes et significatives, telles que :

- l'adoption de budgets publics responsables et équitables, reflétant la justice sociale et l'efficacité économique ;
- l'élimination du gaspillage des ressources publiques, source de frustration et de méfiance
- l'exécution des projets avec rigueur et ponctualité, sans détournements des fonds alloués.

La transparence est fondamentale dans ce processus. Il est indispensable que les citoyens puissent constater par eux-mêmes que chaque centime est utilisé à bon escient. La confiance sera restaurée si les citoyens ont l'assurance que l'État travaille dans leur intérêt.

Les dirigeants doivent comprendre que cette confiance ne naît pas uniquement de promesses, mais d'actions qui démontrent leur engagement envers le bien-être collectif et la transformation positive de la société haïtienne.

C'est alors que l'État pourra progressivement obtenir la confiance des citoyens et l'énergie motrice qui leur permettra d'accepter le rythme progressif mais durable des changements.

L'Institut Macaya, conscient que la réussite de cette mission repose sur un effort collectif, s'engage à établir un partenariat sincère et constructif avec l'État. Ce partenariat ne se limitera pas à de simples recommandations, mais prendra la forme d'un accompagnement actif dans la mise en oeuvre de réformes durables.

L'Institut Macaya, en collaborant étroitement avec les institutions publiques, les acteurs privés et la société civile, contribuera à l'établissement de politiques publiques adaptées et réalistes. Il veillera à ce que chaque étape du processus de transformation soit soutenue par une expertise, des conseils stratégiques et des actions concrètes, visant à renforcer la confiance des citoyens et à garantir un avenir stable, prospère et inclusif pour Haïti.

1. La crise multidimensionnelle aiguë

Notre pays, Haïti, vit actuellement une crise sans précédent qui révèle nos faiblesses sociales et politiques. L'État n'arrive plus à remplir sa fonction régaliennne de contrôle du territoire et de la population, et d'assurer l'application des lois basiques de police et de sûreté. Aujourd'hui, le pays est fragmenté et divisé. Une grande partie de son territoire est contrôlée par des bandits et un nombre important de la population est réduite à se réfugier dans des camps après avoir perdu leur maison et souvent aussi leur gagne-pain.

Alors que la situation sécuritaire laissait déjà à désirer, l'assassinat du président Jovenel Moïse le 7 juillet 2021 a plongé le pays dans une crise aiguë de légitimité, de leadership et de gouvernabilité au plus haut sommet de l'État. Les dispositions constitutionnelles sur la vacance présidentielle n'ont pas pu être appliquées vu le vide législatif résultant de la non-tenue d'élections législatives régulières. La constitution de 1987 et sa version amendée n'ayant pas prévu cet état de fait, les dirigeants se sont retrouvés devant un cadre hors-norme.

Il en est résulté un climat de désordre jusque-là inégalé et une détérioration sans précédent de la situation sécuritaire. L'intensification généralisée des actes criminels, l'expansion et la multiplication des territoires contrôlés par les gangs continuent d'infliger de lourdes pertes à la société et de ravager l'économie.

Nous sommes à notre sixième année de croissance négative du PIB², avec un taux de -4,2 % pour 2024 et le cumul de 2019 à 2024 de -14,6%. L'inflation cumulée de 2017 à 2024, causée principalement par les perturbations dans les chaînes d'approvisionnement, atteint 186,4 % avec des impacts dévastateurs sur le pouvoir d'achat de la population affligée par le deuil, le désarroi et le désespoir.

2. Sources : BRH, IHSI, Banque Mondiale.

3. Organisation Internationale des Migrations(OIM), 2 octobre 2024.

La crise humanitaire s'est aggravée récemment avec plus de 700 000 personnes contraintes de fuir leurs foyers³ en raison de la violence des gangs, principalement dans la zone métropolitaine de Port-au-Prince. La sécurité alimentaire est alarmante, particulièrement pour les personnes vivant dans des camps, estimées à environ 200 000, selon le rapport de l'Integrated Food Security Phase Classification d'août 2024.



Haitian students from Emmanuel Christian School pose for a photo

U.S. Air Force photo by Airman 1st Class Ashley Garcia

Les enfants sont particulièrement vulnérables dans cette crise. Par exemple, l'arrivée de 103 000 enfants d'âge scolaire déplacés dans le Grand Sud a mis à rude épreuve les services éducatifs, compromettant leur accès à l'éducation et augmentant leur risque de malnutrition. Face à cette situation, le Programme Alimentaire Mondial (PAM) a intensifié son aide, fournissant des repas à plus de 50 000 personnes déplacées par jour, soit le plus grand nombre de personnes servies chaque jour depuis le début de l'année 2024. Cependant, l'assistance humanitaire reste insuffisante par rapport aux besoins croissants.

La crise actuelle est le résultat de l'évolution de nos crises institutionnelles persistantes, de nos déséquilibres structurels, de nos dualismes sociaux et géographiques, ainsi que de notre incapacité à entreprendre des réformes avisées.

2. Aboutissement d'une longue suite de dysfonctionnements

Nous sommes le pays le plus démuné de la Caraïbe, désigné depuis 1973 comme le seul Pays Moins Avancé (PMA) de l'Amérique, sévèrement handicapé par d'importantes crises institutionnelles et des déséquilibres structurels durables.

Le pays se distingue par des dichotomies durables sur le plan économique et social, cultivant des disparités significatives, tant en termes de qualité de vie que d'opportunités. La majorité des activités économiques se déroule dans les zones urbaines, alors qu'une proportion significative de la population résidant en milieu rural repose sur l'agriculture de subsistance.

4. World Development Indicators (Banque Mondiale, IMF, World Economic Outlook, CEPAL).

Tab.1 Taux de croissance moyen global (1950-2023) ⁴
Haïti : 0.7%
Jamaïque : 2.3%
République Dominicaine : 5.2%
Amérique Latine et Caraïbe (1950-2019) : 3.9%

Sur le plan institutionnel, les dysfonctionnements étaient bien connus : faiblesse de l'État, manque de contrôle sur le territoire et la population, problèmes d'état civil, insécurité, crises électorales, crises parlementaires, chutes brutales de gouvernement et recours à des transitions ad-hoc. Cela a toujours été les sources de notre instabilité politique, très pesante sur la vie économique et sociale.

Par ailleurs, notre économie a pratiquement stagné de 1950 à 2023, affichant un taux de croissance annuel moyen de 0,7%, pendant que dans le même temps que la population a crû en moyenne de 2% l'an, passant de 3,25 à 11,6 millions d'habitants⁵ sur la période. L'évolution asynchrone de l'économie et de la population conjuguée aux disparités villes-campagnes et capitale-villes secondaires ont entraîné l'explosion démographique dans les villes, induisant le débordement des structures urbaines et les « bidonvilisations ». De 1950 à 2023, les composantes rurales et urbaines de la population sont passées respectivement de 90%-10% à 48%-52%.

5. Sources : IHSI, Banque Mondiale..

Les déficits jumeaux du budget et de la balance des paiements sont devenus une constante, presque un truisme, de notre réalité économique. Ils ne sont que la manifestation d'une crise profonde de la production et de l'emploi dont notre pauvreté et notre dépendance de l'extérieur sont les conséquences immédiates.

Notre balance commerciale des biens, est déficitaire de 3,5 milliards de dollars, financée en grande partie par les transferts nets de la diaspora, de 4,1 milliards de dollars et l'aide internationale, légèrement supérieure à 200 millions de dollars.

Dans de telles conditions, *le budget de l'État est forcément de petite taille et sa capacité à remplir ses fonctions régaliennes et à assurer une couverture adéquate en services sociaux de base et en infrastructure s'en trouve cruellement limitée* ainsi que l'illustre le tableau 2, ci-dessous relatif à certaines allocations du Budget.

	Haiti	Jamaïque 2019 - 2020	République Dominicaine	AmLat et Caraïbes 2019 - 2020	OCDE
Santé (% du budget)	4,4 %	20,6 %	8,8 %	13 %	15,2 %
Éducation (% du budget)	8,1 %	18,4 %	17,6 %	16,1 %	11,6 %
Éducation (\$ par habitant)	\$ 10,50	\$ 287	\$ 210	\$ 1264	\$ 3890
Santé (\$ par habitant)	\$ 19,10	\$ 321	\$ 404	\$ 1086	\$ 4670

Tab.2 Tableau comparatif des dépenses en santé et éducation 2024 - 2025 (sauf indication contraire)

Ce tableau nous interpelle dans la mesure où il fait ressortir des sources indéniables de mécontentement et de manque de confiance de la population vis-à-vis des autorités et du système socio-économique. Effectivement, une comparaison avec ses pays voisins immédiats révèle qu'Haiti consacre des montants dérisoires par habitant à la santé et à l'éducation (respectivement 19,10 \$ et 10,50 \$) et y affecte des parts nettement plus petites - la moitié ou moins - de son budget déjà très maigre.

Ces données sont frappantes car elles mettent en évidence le décalage entre les priorités budgétaires et les priorités au niveau national. Lorsque la comparaison est faite avec les pays d'Amérique Latine et de la Caraïbe, cet écart devient encore plus manifeste en termes de dollars dépensés.

En substance, nos ressources sont limitées et nos dépenses manquent de qualité, tandis que la pénurie de ressources et le respect des droits des citoyens exigent une rigueur stricte et une priorité aux besoins fondamentaux et stratégiques.

Au niveau de l'investissement, le même déficit de qualité se pose. La comparaison de nos coefficients de corrélation (tableau 3) entre la croissance et l'investissement public avec ceux de la République

Tab.3 : Coefficient de corrélation : taux de croissance de l'investissement public par rapport au taux de croissance du PIB

dominicaine et de la Jamaïque montre un effet d'entraînement beaucoup plus faible pour nous, de l'investissement sur la croissance.

Pays	1990-2005	2006-2019	2020-2023
Haïti	0,32	0,28	Effet covid19
Jamaïque	0,45	0,51	Effet covid19
République Dominicaine	0,68	0,72	Effet covid19

Ainsi, tant pour les dépenses que pour les investissements, l'État a la capacité et l'obligation d'améliorer la qualité, la cohérence des politiques publiques et les mesures nécessaires pour stimuler les investissements privés dans le contexte d'un plan global qui précise la quête systématique de dividendes de croissance. Le pays doit adopter la double exigence de croissance et de bonne gestion responsable, en bon père de famille. S'y dérober nous a bloqués dans un cercle vicieux d'instabilité politique, de stagnation économique, de croissance démographique forte⁶.

Le résultat poignant et alarmant, bien que tout à fait logique, de cette évolution asynchrone : Le PIB réel per capita en dollars de 2015 est passé de 1960 à 2023, de 1716 à 1219 dollars, soit une baisse de 29%. De plus, en parité de pouvoir d'achat (PPA)⁷ de 2021, de 1990 à 2023, le PIB per capita a évolué de 3906 à 2934 dollars. Cela signifie que *l'Haïtien a subi en moyenne une perte de pouvoir d'achat de 25,1% en 2023 par rapport à 1990.*

6 Taux de croissance moyen de 2,1%, passant de 3,2 à 11,7 millions de 1950 à 2023.

7 Le PIB par habitant en PPA (Parité Pouvoir d'Achat) permet de comparer le niveau de vie de différents pays en tenant compte du pouvoir d'achat réel dans chaque pays, en ajustant les taux de change pour refléter le coût de la vie locale.

3. Comprendre la dynamique du cercle vicieux

Il est essentiel d'explicitier la mécanique du cercle vicieux dans lequel Haïti semble enfermée depuis quatre décennies. L'histoire récente du pays est marquée par une résistance persistante aux réformes structurelles indispensables. Trop souvent, ces réformes ont été mises en oeuvre de manière partielle, voire repoussées indéfiniment, tandis que les dysfonctionnements économiques et sociaux continuaient de s'aggraver. Dans ce contexte, un large consensus autour de ces réformes apparaît comme un prérequis incontournable à leur mise en oeuvre immédiate, complète et cohérente. Sans cela, le pays reste piégé dans un statu quo délétère qui le condamne inexorablement au déclin.

Le principal obstacle à ces réformes réside dans leur coût politique immédiat. Si leurs bénéfices sont indéniables sur le long terme, elles imposent souvent des sacrifices qui, à court terme, peuvent s'avérer politiquement coûteux. Ce dilemme est universel : partout, le temps de la politique est court, tandis que celui des politiques publiques est long. Cependant, il prend une dimension encore plus critique dans une démocratie naissante aux ressources limitées, où l'éducation est faible et où la précarité économique est omniprésente. Face à ces contraintes, les dirigeants privilégient trop souvent des solutions de court terme destinées à apaiser les tensions et à assurer leur propre survie politique.

Ce calcul produit un enchevêtrement incohérent de décisions, où l'absence de vision structurelle engendre un immobilisme pernicieux. Il en résulte une perpétuation des mauvaises pratiques qui, à long terme, affaiblissent les capacités nationales et sapent les fondements mêmes de l'État.

Cette fuite en avant se manifeste tant dans des décisions a priori simples – comme le déplacement d'un marché obstruant une route nationale – que dans des choix plus complexes, nécessitant des arbitrages stratégiques : faut-il allouer davantage de ressources à l'éducation ou à la santé ? Faut-il maintenir les subventions aux carburants ou investir dans des infrastructures productives ? Où doit être construit un nouveau port ? Autant de décisions cruciales qui sont souvent entravées par des pressions populaires, des intérêts électoralistes, des rivalités entre groupes de pouvoir et l'émiettement du paysage politique. La fragmentation des partis et l'absence d'une majorité claire au Parlement compliquent encore davantage la prise de décisions, créant un climat d'indécision chronique et de priorités contradictoires.

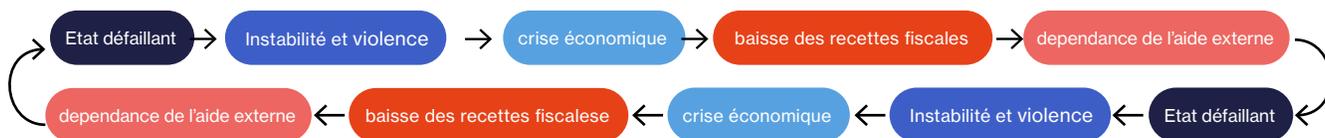


Motorists pass by a burning barricade during a protest in Port-au-Prince, Haiti, March 7, 2024.

REUTERS/Ralph Tedy Erol

Lorsque les calculs politiques de court terme prennent systématiquement le pas sur les réformes structurelles de long terme – ce qui arrive bien trop souvent – le pays s'enfonce dans une spirale infernale. Les fonctions essentielles de l'État deviennent défaillantes, privant la population de ses droits économiques fondamentaux. Les institutions perdent leur légitimité et la confiance des citoyens, tandis que la rue devient l'unique espace d'expression des revendications, souvent sous une forme violente. L'instabilité qui en découle dissuade les investissements, freine la production et limite la création d'emplois, ce qui asphyxie la croissance économique et réduit les recettes fiscales. L'État, affaibli, peine à remplir ses missions régaliennes, aggravant ainsi sa dépendance à l'aide extérieure et sapant davantage la souveraineté nationale.

Ce cercle vicieux doit être brisé. Il en va de la survie du pays, et il ne s'agit pas d'un défi insurmontable. Haïti a en elle la capacité de renverser la tendance, à condition que l'ensemble des forces vives de la nation s'engage dans une refondation politique, économique et institutionnelle, portée par une volonté ferme de sortir du cycle de l'impuissance et du déclin.



4. Nous pouvons mieux faire

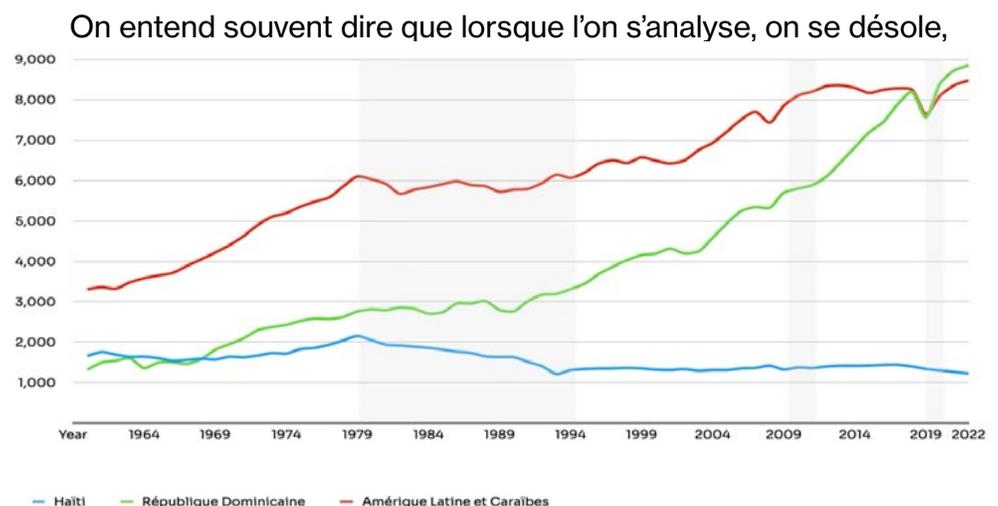
Notre mauvaise performance n'est pas une fatalité et nous demeurons convaincus que nous pouvons trouver la voie, aussi étroite soit-elle, de la stabilité et du progrès. Quelques observations historiques nous confortent dans notre conviction. Il suffit d'abord de nous comparer aux autres pays de la région, une analyse qui révèle notre nette divergence ; puis à nous-mêmes, ce qui met en évidence des périodes de développement positif dans des environnements de stabilité et de détente relative.

a) Nous par rapport aux autres

Se mesurer aux autres et aux standards établis peut s'avérer bénéfique, bien que cela soit parfois inconfortable. Cette démarche nous confronte à nos réalités, à nos échecs et, surtout, à ce que nous pourrions appeler notre grande divergence depuis la fin des années 1950. Car, en fin de compte, il ne s'agit de rien d'autre qu'un écart grandissant qui nous est propre et qui continue de nous hanter. Pourtant, cet écart nourrit également une conviction essentielle : celle que nous avons la capacité de faire mieux, bien mieux.

Nous ne pouvons plus nous permettre de détourner les yeux ni de minimiser l'ampleur de notre échec. Garder la tête dans le sable n'a fait qu'aggraver notre situation. Ironiquement, c'est au cours des trente glorieuses – cette période où le monde progressait à grands pas vers un bien-être collectif – que nous avons hypothéqué notre avenir. La divergence était telle qu'en 1973, nous avons été classés comme le seul pays moins avancé (PMA) de notre hémisphère. Au lieu de prendre ce classement comme un signal d'alarme pour nous redresser, nous avons persisté dans nos luttes internes et nos errements.

Tab.4 PIB per capita en dollars constants de 2115



mais qu'en se comparant aux autres, on trouve parfois un peu de réconfort. Dans notre cas, malheureusement, la comparaison apporte un double constat de désolation. Et c'est tant mieux, car elle nous oblige à l'introspection. Acceptons donc de souffrir un peu sous le prisme de la comparaison, notamment à travers l'évolution des autres nations. Il est crucial que nous identifions nos lacunes et que nous nous engagions à rattraper notre retard en suivant l'exemple des pays les plus avancés. En fin de compte, n'est-ce pas ce que nous enseigne l'histoire, qu'elle soit ancienne ou récente ? Sinon, à quoi bon les classements et les statistiques, sinon pour nous pousser à faire mieux ?

Les chiffres parlent d'eux-mêmes. En 1960, notre revenu réel par habitant s'élevait à 1 735 dollars, dépassant les 1 386 dollars de la République dominicaine et représentant plus de la moitié des 3 206 dollars de la moyenne régionale en Amérique latine et dans les Caraïbes. Pourtant, entre 1960 et 1970, alors que les économies de nos voisins et de la région connaissaient une croissance rapide et soutenue, la nôtre entamait un déclin constant. De 1970 à 2023, malgré quelques rares périodes de croissance, notamment au début des années 1980, notre PIB réel par habitant a reculé de manière significative.

En comparaison, le PIB réel par habitant de la République dominicaine a bondi de 540 % sur la même période, tandis que la région Amérique latine et Caraïbes enregistrait une progression de 164,5 %. Pendant ce temps, nous avons connu une chute de 29,7 %, un écart vertigineux qui illustre l'ampleur de notre retard économique. Le tableau ci-dessous présente ces évolutions, exprimées en dollars constants de 2015⁸, mettant en évidence les trajectoires divergentes de notre pays, de nos voisins et de la région.

La divergence dans la performance économique entre Haïti et ses voisins n'a cessé de s'accroître, au point qu'en 2023, le PIB réel par habitant de la République dominicaine est désormais sept fois supérieur au nôtre. En 1960, notre PIB représentait encore 54,1 % de la moyenne régionale en Amérique latine et dans les Caraïbes. Mais en 2023, cette proportion s'est effondrée à seulement 14,4 %, illustrant l'ampleur du retard accumulé au fil des décennies.

Ce constat est encore plus frappant lorsqu'on analyse les données en parité de pouvoir d'achat (PPA), qui reflète de manière plus précise le pouvoir d'achat réel des revenus. En 2020, le revenu moyen d'un Dominicain s'élevait à 17 000 dollars par an, contre seulement 1 935 dollars pour un Haïtien. Ce déclin est d'autant plus préoccupant que, même par rapport à 1950, notre PIB en PPA a diminué, tandis que celui de nos voisins a connu une augmentation spectaculaire de 650 %, et celui de la région Amérique latine et Caraïbes une croissance de 50,8 %.

8 Source : Banque Mondiale.

Ces gains substantiels de pouvoir d'achat chez nos voisins témoignent de plusieurs facteurs clés : des taux de croissance économique élevés, une maîtrise efficace de l'inflation et un accès élargi aux services sociaux de base tels que la santé, l'éducation et le transport. Cette dynamique a été rendue possible grâce à l'augmentation des capacités de l'État, elles-mêmes soutenues par la croissance économique, créant ainsi un véritable cercle vertueux.

Tab.5 PIB en PPA, dollars constants de 2017 - Sources : World Economic Outlook, Banque Mondiale.

Année	Haïti	République Dominicaine	Jamaïque (PPA 2021)	AmLat et Caraïbe (PPA 2021)
1950	\$2386	\$2644		
1960	\$2735	\$3521		
1970	\$2892	\$4847		
1980	\$3276	\$6384		
1990	\$2924	\$7209	\$8698	\$12347
2000	\$2459	\$10047	\$9502	\$14309
2010	\$2194	\$13159	\$9706	\$17052
2020	\$1935	\$17003	\$9212	\$16744
2023	\$2934	\$23084	\$10343	\$18631

Ces chiffres permettent de mieux comprendre les pressions socio-politiques, les revendications fréquentes et les manifestations contre la vie chère. Lorsque le coût de la vie augmente et que les services sociaux de base – tels que la santé, l'éducation et les infrastructures – sont insuffisants ou défectueux, les salaires deviennent de plus en plus insoutenables pour les travailleurs. Incapables de couvrir leurs besoins essentiels, ces derniers se retrouvent dans une situation de précarité qui alimente en permanence les tensions sociales et les revendications socio-politiques.

Cette dynamique crée un cercle vicieux : l'instabilité sociale et les grèves affaiblissent la compétitivité des entreprises, ce qui limite encore davantage la croissance économique et aggrave la situation. Ainsi, au lieu de progresser, le pays reste piégé dans une spirale où les difficultés économiques nourrissent l'instabilité, freinant toute tentative de redressement durable.

b) Nous par rapport à nous-mêmes

À partir de 1940, toutes les années où la croissance économique a été forte en Haïti, sont caractérisées par une relative stabilité politique, des investissements publics, privés et internationaux, en hausse. Il s'agit des années⁹ 1940-1945(2,5%), 1946-1949 (2,7%) 1950-1956 (2,7%),1971-1980 (4,5%), 1995-2000 (2,8%) et 2006-2009 (2,4%)¹⁰.

À l'inverse, les épisodes de croissance négative sont associés à des temps de tumultes politiques et sociaux qui ont pesé lourdement sur la performance économique. Ces moments historiques malheureux concernent des périodes durant lesquelles les taux de croissance moyens du PIB ont été négatifs : 1957-1960 (-1,7%), 1981-1986 (-0,8%),1991-1994 (-6,6%), 2001-2003 (-0,4%), 2010 (-5,4%), 2018-2023 (-3,5%), et 2024 (-4,2%).

L'analyse de ces épisodes, qu'ils soient positifs ou négatifs, permet d'éclairer sous un jour nouveau la trajectoire d'Haïti. Au-delà du constat global d'une stagnation relative, certains moments se distinguent comme des sources d'inspiration : des périodes où la stabilité politique, même temporaire, a favorisé une gouvernance plus avisée et permis de récolter de véritables dividendes de croissance.

Ces expériences démontrent que le progrès est possible lorsque les conditions minimales de stabilité et de cohérence économique sont réunies. Cela suppose un cadre de dialogue ouvert et constructif, où un consensus national se dégage autour des réformes essentielles et des grandes orientations à suivre. La stabilité et la prospérité ne peuvent être le fruit du hasard, mais bien d'une volonté collective d'agir avec lucidité et détermination.

C'est précisément cette réalité qui nourrit notre conviction qu'Haïti peut encore trouver la bonne formule pour enclencher et maintenir un cercle vertueux de développement. Toutefois, cette dynamique ne peut se concrétiser que si des politiques publiques judicieuses sont effectivement mises en oeuvre.

9 De 1940 à 1959, les données utilisées sont du CEPAL. De 1960 à 2023, elles sont de la Banque Mondiale.

10 2,8%, excluant l'année 2008, en raison des 4 ouragans, de la crise financière internationale et de la flambée des prix des matières premières et des céréales (émeutes de la faim).

Tab.6 Évolution économique du taux de croissance du PIB haïtien

Sources: FMI, Banque Mondiale, IHSI, World Economic

Période	Évolution (Taux de croissance moyen)	Causes
Périodes de croissance		
1950-1956	+2,7% par an	Porté par les exportations agricoles (café, sisal, prix internationaux favorables)
1971-1980	+4,5% par an	Développement industriel. Investissements haïtiens et étrangers dans l'assemblage. Investissements dans les infrastructures (parcs industriels, routes etc).
1995-2000	+2.8% par an	Retour du Président Aristide et relative stabilité politique. Aide internationale importante.
2006-2009	+2,4-2,9% excluant 2008 (4 ouragans, crise financière internationale et flambée des prix mondiaux des céréales/ émeutes de la faim)	Présidence Préval. Relative stabilité politique.
Périodes de contraction		
1957-1960	-1,7% par an	
1981-1986	-0,8%	Dérives fiscales, fin du régime Duvalier Récession mondiale 1981-1982
1991-1994	-6,6% par an	Coup d'État contre le Président Aristide. Embargo international
2001-2003	-0,4%	Crise politique et départ d'Aristide
2010	-5.4%	Impact du séisme du 12 janvier
2019	-1.7%	
2020	-3,3%	
2021	-1.8%	Assassinat du Président Jovenel Moïse et début de la crise politique Séisme du Grand Sud
2022	-1.7%	
2023	-2.2%	Chute du PM Ariel Henry
2024	-4,2%	Pillages, destructions d'entreprises, exodes massifs des populations en raison des gangs
Périodes de stagnation relative		
1986-1990	Croissance faible : +0.8% en moyenne	Transition post-Duvalier
2000-2004	Croissance moyenne proche de 0%	Instabilité politique chronique
2015-2018	Croissance faible : +1.2% en moyenne	Crises politiques récurrentes

5. Utilité économique de l'investissement public et croissance

Il a été constaté notamment dans le rapport de 2015 de la Banque Mondiale sur Haïti, une faible corrélation entre l'investissement public et la croissance économique, même dans les situations où le ratio de l'investissement public rapporté au PIB était très élevé. Ce dernier constat est attribuable à un ensemble d'incitations négatives liées à la mauvaise gouvernance :

- la mauvaise qualité des dépenses d'investissements publics, d'utilité économique faible ;
- le manque de cohésion et de cohérence inter-politiques publiques ;
- les faiblesses dans les institutions en charge de la coordination et du suivi de la mise en œuvre des politiques publiques ;
- la corruption ;
- l'absence de fenêtre de consultation formelle entre les secteurs privé et public autour du cadre national de politiques publiques.

6. Pays ayant relevé le défi qualitatif des investissements publics

Le lien entre la qualité des investissements publics et la stimulation des investissements privés est établi pour plusieurs pays en voie de développement , en l'occurrence :

- a) le Rwanda qui après un génocide ayant tué plus d'un million de personnes, au milieu des années 1990 a, durant la période 2000-2020 :
 - consenti des investissements publics stratégiques dans les infrastructures numériques et la facilitation des affaires ;
 - créé le Rwanda Development Board comme guichet unique pour les investisseurs ;

Cette amélioration qualitative des investissements publics a débouché sur des taux de croissance économique moyens de 7,5% l'an. Cette croissance a été impulsée par les investissements directs étrangers dont les flux ont quintuplé de 2007 à 2018. Ceci a valu au pays une amélioration notoire de son classement Doing Business.

- b) le Botswana qui, pendant la période 1970-2010, a utilisé ses revenus d'exportations de diamant pour des investissements

publics dans l'éducation et la formation professionnelle, les infrastructures routières et les télécommunications. Il en est résulté des taux de croissance parmi les plus élevés d'Afrique. Durant la période 1970-2020, le taux de croissance économique moyen était d'environ 7%.

- c) Le Vietnam qui durant les années 1990-2020 a consenti des investissements publics importants dans :
- des zones économiques spéciales ;
 - des infrastructures portuaires ;
 - le renforcement du système éducatif ;
 - des réformes pour améliorer l'environnement des affaires ;

Les résultats de ce changement d'orientation ont débouché sur une croissance moyenne de 6,8% l'an pour la période 1990-2020. Cette évolution a également été stimulée par des investissements directs étrangers en constante augmentation.

Ces cas démontrent la nécessité d'une approche cohérente conjuguant qualité des investissements publics et réformes institutionnelles à l'origine de la stimulation de l'investissement privé et de la croissance économique.

7. Contraintes au développement d'Haïti

S'il est vrai que les catastrophes naturelles ont impacté le développement économique d'Haïti à plusieurs moments de son histoire, d'autres pays de la région exposés aux mêmes risques et ayant subi des catastrophes naturelles sévères ont vu leurs économies suivre des trajectoires différentes. Ce constat nous invite à approfondir nos réflexions et aller aux sources profondes de nos malheurs, afin de bâtir un État légitime, efficace et souverain.

Conditions pour un État légitime, efficace et souverain

Dans leur ouvrage intitulé *Refonder les États défailants : Un cadre d'action pour reconstruire un monde fracturé*, Ashraf Ghani et Clare Lockart proposent un cadre en dix (10) fonctions critiques des conditions nécessaires pour bâtir un État légitime, efficace et souverain. Ces fonctions sont interconnectées, et leur exécution cohérente et synchronisée crée ce que les auteurs appellent un dividende de souveraineté.

- 1 Assurer la sécurité légitime**
L'État doit garantir la sécurité des citoyens, du territoire et des institutions en les protégeant contre les menaces internes et externes.

- 2 Gérer les conflits et atteindre la réconciliation**
Cela inclut la résolution des conflits historiques, la mise en place de mécanismes de justice transitionnelle et la construction de la paix sociale.

- 3 Fournir une justice équitable**
Créer et faire appliquer des lois de manière juste, accessible et crédible, avec un système judiciaire indépendant.

- 4 Instaurer une administration responsable**
Développer une bureaucratie efficace, responsable et transparente pour mettre en œuvre les politiques publiques.

- 5 Investir dans le capital humain**
Cela inclut l'éducation, la santé, la nutrition et la protection sociale, des piliers fondamentaux pour le développement humain.

- 6 Faciliter une croissance économique durable**
Encourager l'investissement, soutenir les entreprises locales, gérer les ressources naturelles, et promouvoir l'emploi.

- 7 Générer des recettes publiques**
Mettre en place un système fiscal équitable et efficace pour financer les services publics.

- 8 Gérer les ressources publiques**
Établir des mécanismes budgétaires solides, assurer la transparence et la responsabilité dans les dépenses publiques.

- 9 Établir des relations stratégiques**
Développer des relations internationales stables, participer aux institutions multilatérales, et gérer l'aide extérieure de manière souveraine.

- 10 Représenter les citoyens et permettre leur participation**
Favoriser la participation citoyenne, établir des processus politiques inclusifs et représentatifs, et garantir la légitimité du gouvernement.

Selon Daron Acemoglu et James Robinson, prix Nobel d'Économie pour leurs études sur la formation des institutions et leur impact sur la prospérité économique, et auteurs du livre Pourquoi les nations échouent : Les origines du pouvoir, de la prospérité et de la pauvreté, « *les pays pauvres sont pauvres parce que ceux qui détiennent le pouvoir font des choix qui créent la pauvreté. Ils font mal les choses non pas par erreur ou par ignorance, mais délibérément* ». Le tableau A2 résume l'essentiel de leur thèse centrale.

Pour comprendre cela, il faut étudier comment les décisions sont réellement prises, qui peut les prendre, et quelles sont les incitations qui poussent ces personnes à faire ce qu'elles font. C'est l'étude de la politique et des processus politiques. Traditionnellement, l'économie a ignoré la politique, mais comprendre la politique est crucial pour expliquer les inégalités mondiales...

Atteindre la prospérité dépend de la résolution de certains problèmes politiques fondamentaux.

1. Absence de monopole légitime de la violence :

- L'État ne contrôle pas l'ensemble de son territoire ;
- Des groupes armés concurrencent son autorité ;
- La police et l'armée sont inefficaces ou corrompues ;

2. Institutions extractives :

- Le pouvoir économique est concentré dans une élite restreinte ;
- Les droits de propriété ne sont pas garantis ;
- L'économie formelle est faible face à l'informel ;
- Les services publics sont défectueux ou inexistantes ;

3. Cercle vicieux institutionnel :

- Les élites bloquent les réformes qui menaceraient leurs privilèges ;
- L'instabilité politique décourage les investissements ;
- La faiblesse économique empêche le renforcement de l'État ;
- La corruption s'auto-entretient ;

4. Défaillance des contre-pouvoirs :

- Système judiciaire non indépendant ;
- Médias contrôlés ou menacés ;
- Société civile fragmentée ;
- Opposition politique inefficace ou cooptée ;

5. Dépendance externe :

- Forte influence des puissances étrangères ;
- Dépendance à l'aide internationale ;
- Économie basée sur l'extraction de ressources ;
- Fuite des capitaux et des cerveaux.

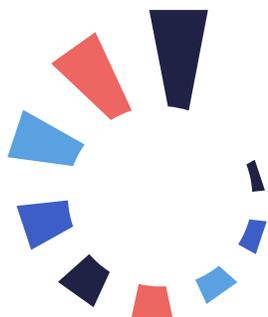
Tab. A2 Principales caractéristiques des Failed States, selon Acemoglu et Robinson

Il découle de ces deux thèses que ces facteurs cités ne peuvent être traités isolément : leur synergie est essentielle. Une collaboration soutenue et même un partenariat entre les institutions de la société civile, du secteur privé et de l'État sont indispensables pour relever ces défis majeurs. Leur exécution cohérente alimentera un cercle vertueux de légitimité, de confiance publique, de stabilité et de développement. À l'inverse, l'échec d'une ou plusieurs fonctions entraînera une plus grande fragmentation institutionnelle, une perte de légitimité, des conflits, et une violence extrême.

8. Vers un cercle vertueux de stabilité et de progrès

L'émergence d'un cercle vertueux repose sur l'adoption de réformes soutenues par une majorité confortable de la population. Autrement dit, il est impératif de réduire les coûts politiques de court terme en facilitant l'acceptation des sacrifices nécessaires pour des gains collectifs à long terme. Cela peut, dans certains cas, nécessiter la mise en place de mécanismes de compensation pour les groupes sociaux directement affectés par les réformes. La seule voie viable pour y parvenir réside dans un dialogue ouvert et structuré entre les différentes parties prenantes. De ce dialogue doit émerger un consensus solide, permettant de mettre en oeuvre des réformes cohérentes, soutenues par des programmes et des budgets pluriannuels, afin d'ancrer Haïti dans une trajectoire de stabilité et de progrès durables.

L'Institut Macaya se positionne comme un acteur clé dans la promotion de cette transformation politique et institutionnelle. Son objectif est d'instaurer une culture du consensus entre les forces vives de la nation, afin d'en faire le socle d'un véritable tournant économique et social.



- Stabilité
- Croissance Économique
- Progrès Sociale
- Harmonie Sociale et Paix

L'ambition est de créer une spirale vertueuse où la stabilité politique alimente la croissance économique, qui elle-même favorise le progrès social et renforce l'harmonie et la paix. Cette dynamique circulaire repose sur une interaction constante entre l'ordre économique, social et politique, où chaque élément soutient et renforce l'autre.

Lorsque les citoyens constatent et ressentent les effets positifs des réformes, leur confiance et leur espoir en l'avenir se renforcent. Cette confiance est essentielle pour fluidifier la communication entre les acteurs de la société, crédibiliser les institutions et encourager l'adhésion à un cadre légal perçu comme juste et efficace. Un État qui lutte activement contre les inégalités et s'efforce de créer des

opportunités pour tous contribue à l'instauration d'une paix sociale durable. Cette stabilité, à son tour, devient un facteur clé pour attirer les investissements, stimuler la production et l'emploi, et accroître les capacités de l'État à répondre aux besoins de sa population.

Ce tournant socio-économique présuppose que le bien-être collectif devienne la finalité et la raison d'être de l'État haïtien. De cette finalité découleront des choix rationnels et cohérents, tant sur le plan des structures et des systèmes mis en place que sur celui des politiques publiques et du management étatique. L'État devra être stable, exercer un contrôle effectif sur son territoire et sa population, et s'appuyer sur un cadre légal et institutionnel robuste lui permettant de mener des politiques publiques éclairées et adaptées aux besoins du pays.

9. Les piliers d'un État stable et prospère

Pour qu'un État soit stable et prospère, l'Institut Macaya estime qu'il faut obligatoirement :

a) une stabilité institutionnelle et la gouvernabilité

La stabilisation politique repose sur une gouvernance responsable qui garantit le respect de l'État de droit dans toute sa substance. Cela implique :

- un ordre constitutionnel respecté et ancré dans les réalités nationales ;
- l'application stricte et permanente des principes républicains et démocratiques ;
- une vigilance accrue contre les dérives et abus, grâce à des institutions de contrôle et de recours administratifs et judiciaires efficaces.

b) une gouvernance responsable et efficace

L'État doit constamment rechercher l'efficacité à travers des politiques publiques et des budgets responsables, alignés sur les priorités nationales. Ces priorités incluent :

- l'exercice des fonctions régaliennes (sécurité, justice, diplomatie) ;
- l'accès à des services sociaux de base de qualité ;

- le développement des infrastructures et des investissements publics favorisant la croissance, la compétitivité et la réduction des inégalités.

c) la stabilité macroéconomique, un socle incontournable

Un cadre économique stable est indispensable pour attirer les investissements, soutenir la croissance et préserver le pouvoir d'achat. Cela implique :

- une discipline budgétaire stricte pour éviter le gaspillage et garantir une allocation optimale des ressources ;
- une coordination efficace entre politiques fiscale et monétaire pour stimuler la croissance et le progrès social.

d) une croissance inclusive et équitable

Le développement économique doit reposer sur une économie de marché dynamique et inclusive, favorisant :

- la valorisation des métiers et savoir-faire locaux, stimulant ainsi l'entrepreneuriat et la diversification économique ;
- une formation professionnelle de qualité, moteur de productivité et de réduction de la pauvreté ;
- l'égalité de traitement, la transparence et des mécanismes de recours contre les abus, garantissant une concurrence saine et loyale ;
- une fiscalité juste et stable, encourageant les investissements à long terme ;
- des investissements publics responsables qui stimulent l'initiative privée et améliorent l'accès aux services essentiels.

e) une répartition équilibrée du développement sur le territoire

La réduction des écarts entre les zones urbaines et rurales est essentielle pour une croissance harmonieuse. Un développement équilibré permettra :

- la pleine exploitation des potentiels productifs dans toutes les régions ;
- la diversification des activités économiques en milieu rural ;
- l'amélioration des conditions de vie et des infrastructures dans l'ensemble du pays.

f) Un dialogue constant entre le secteur public et privé

Une collaboration étroite entre l'État et les entreprises est cruciale pour stimuler la croissance et l'emploi.

Cette relation devrait permettre :

- une meilleure compréhension des défis du secteur privé et une coordination des investissements ;
- l'optimisation des infrastructures et leur mise en adéquation avec les besoins économiques ;
- l'exploitation judicieuse des ressources publiques limitées en favorisant des partenariats public-privé transparents et efficaces.

Les infrastructures et les zones économiques spéciales doivent être au coeur de cette coopération, car elles peuvent devenir des catalyseurs de développement régional et sectoriel. L'investissement local et étranger doit être encouragé par des politiques claires et cohérentes, instaurant un climat de confiance et de prévisibilité.



10. Vers une refondation d'Haïti

L'analyse des crises successives qui ont affaibli Haïti met en évidence la nécessité d'un changement profond et structuré. Il ne suffit pas de constater les failles du passé ; il faut agir avec détermination pour briser le cercle vicieux de l'instabilité et engager le pays sur une trajectoire de progrès durable.

La transformation d'Haïti repose sur une vision claire où l'État joue pleinement son rôle de garant du bien-être collectif. Cela implique une gouvernance responsable, une stabilité institutionnelle durable et une croissance économique inclusive. La mise en place de ces piliers nécessitera des réformes ambitieuses, fondées sur un consensus national et portées par une volonté politique forte.

L'Institut Macaya entend jouer un rôle actif dans cette refondation, en facilitant le dialogue, en proposant des solutions réalistes et en contribuant à la mise en oeuvre de politiques publiques alignées sur les aspirations du peuple haïtien. Il est temps de sortir du cycle de l'instabilité et du déclin pour bâtir un avenir où la prospérité et la justice sociale deviennent une réalité tangible pour tous.

L'Institut Macaya s'engage à promouvoir une transformation fondée sur des principes de stabilité politique, de gouvernance efficace et de croissance inclusive. Cette vision repose sur des réformes institutionnelles solides et une mobilisation concertée des forces vives de la nation.

11

Notre leitmotiv



Il faut qu'à terme, chacun de nos enfants, (bien nourri) puisse fréquenter une école de qualité et de proximité, en bonne santé et en toute sécurité et puisse croire en l'avenir de son pays et en un avenir dans son pays, chaque jour, meilleur pour tous.



12

Notre Vision

Notre vision est celle d'une Haïti paisible, florissante, joyeuse, authentique, unie et fière qui retrouve sa place de précurseur de la lutte pour les droits fondamentaux dans le monde et de symbole de liberté et de prospérité.

Celle d'une société haïtienne sécuritaire et stable où les citoyens et les communautés prospèrent grâce à des opportunités économiques et à l'accès aux infrastructures et services de base, et où graduellement, par des efforts tenaces, les espoirs se transforment en réalité. Cette confiance en nous-mêmes, inséparable du respect de la dignité et du droit au développement de la personne humaine constitue le socle commun sain, solide et profond sur lequel nous pourrions nous refonder et prospérer.

13

Notre Mission

Notre mission est d'encourager la mise en place d'un cadre national où stabilité institutionnelle, croissance économique et justice sociale se renforcent mutuellement. Nous oeuvrons pour un État qui inspire confiance, protège les droits fondamentaux de ses citoyens et crée un environnement propice aux investissements et à la prospérité collective.

L'Institut Macaya s'engage à contribuer à la refondation d'Haïti en plaçant la gouvernance et les réformes institutionnelles au coeur du développement national. Nous sommes convaincus que la stabilité politique et le progrès social ne peuvent être atteints sans un État fonctionnel, doté d'institutions solides, de politiques publiques cohérentes et d'une gestion transparente et efficace.

L'Institut Macaya, pour atteindre ces objectifs, concentre ses efforts sur les axes stratégiques suivants :

Renforcement de la gouvernance publique

Nous plaidons pour des mesures essentielles à cette transformation :

- l'adoption de réformes institutionnelles adaptées aux réalités nationales, alignées sur les principes d'un État de droit stable et prévisible ;
- une administration publique plus efficace et transparente ;
- une modernisation des cadres législatifs
- une amélioration des capacités de gestion publique.

Mise en place d'un cadre économique stable et compétitif

Nous soutenons l'adoption de politiques économiques qui contribuent à la compétitivité du pays, établissent un cadre concurrentiel équitable, stimulent la production nationale, facilitent les investissements privés et améliorent l'environnement des affaires. Une discipline budgétaire rigoureuse et une rationalisation des dépenses publiques sont des impératifs pour garantir une gestion financière responsable.

Promotion d'un dialogue structuré entre l'État, le secteur privé et la société civile.

Nous pronons un dialogue inclusif pour favoriser un consensus national autour des réformes essentielles. Nous croyons qu'une collaboration étroite entre les institutions publiques, les entreprises et la société civile est un levier essentiel pour une transformation durable.

L'Institut Macaya se positionne comme un acteur stratégique du changement, en contribuant à l'élaboration de solutions réalistes et en mobilisant les ressources intellectuelles et institutionnelles nécessaires pour assurer leur mise en oeuvre.

Nos Valeurs

Les valeurs fondamentales, qui guident nos actions et que nous promouvons pour un nouveau modèle d'Etat, sont directement issues des défis identifiés précédemment

Les valeurs républicaines et démocratiques :

- le respect des droits et libertés fondamentaux de l'homme et du citoyen ;
- l'égalité des droits sociaux et politiques, le fonctionnement, sans arbitraire et selon le droit ;
- la recherche du bien public et de l'intérêt commun ;
- la réciprocité des droits et des devoirs du citoyen.

Ce sont les seules réponses viables à l'érosion de la légitimité de l'État et au déficit de gouvernance. Une Haïti meilleure pour tous est possible.

L'entreprise

L'entreprise, quelle que soit sa taille, est au coeur de la société et de l'activité de production et de création d'emplois dans le cadre d'une économie de marché et de la complémentarité entre le capital et le travail. L'encouragement de l'initiative privée et de l'innovation répond à la stagnation économique et au manque d'opportunités.

La justice sociale et économique

La promotion d'une justice sociale et économique est essentielle pour remédier aux inégalités profondes qui nourrissent l'instabilité et le mécontentement populaire.

Ces valeurs ne sont pas de simples idéaux ; elles constituent le socle sur lequel doit se construire un État moderne, efficace et au service du bien-être collectif.

Notre Approche

L'Institut Macaya, pour concrétiser sa mission, adopte une approche pragmatique et axée sur l'impact, privilégiant des actions ciblées et mesurables capables d'influencer directement la prise de décision publique et la perception citoyenne.

L'Institut Macaya place l'économie au coeur de ses actions, en s'appuyant sur les principes suivants :

- Formuler des recommandations de politiques publiques adaptées aux opportunités et contraintes du pays, visant à promouvoir la croissance économique, la création d'emplois et le progrès social.
- Faciliter le dialogue entre les acteurs sociaux, politiques et économiques, afin d'assurer la stabilité institutionnelle, la paix sociale et un climat favorable aux investissements.
- Développer des partenariats public-privé pour créer un environnement d'affaires stable et sécurisé, accroître la compétitivité d'Haïti et des entreprises, et garantir des règles du jeu équitables qui récompensent l'innovation, la transparence et les comportements éthiques.

Nos principales méthodes d'intervention incluent :

La production et la diffusion de recherches stratégiques

Nous menons des études approfondies sur les réformes prioritaires à mettre en oeuvre, en nous appuyant sur des analyses rigoureuses et des données factuelles pour proposer des recommandations concrètes et applicables.

L'organisation de forums et d'ateliers multipartites

Nous réunissons des experts, des décideurs politiques, des acteurs du secteur privé et de la société civile afin de favoriser un dialogue productif et structuré sur les défis et solutions du pays.

Un plaidoyer actif auprès des institutions publiques et partenaires internationaux.

Nous engageons un dialogue constant avec les institutions nationales et internationales pour influencer les décisions en faveur de politiques publiques responsables et réalisables.

Le renforcement des capacités locales

Nous accompagnons les leaders communautaires, les décideurs économiques et les gestionnaires publics à travers des formations et des initiatives de développement des compétences, afin d'ancrer une culture de gouvernance efficace et pragmatique.

16

Nos Principes directeurs

Nos principes directeurs ne sont pas seulement des déclarations de principe ; ils s'appliquent concrètement à notre travail quotidien.

L'indépendance intellectuelle et financière garantit l'objectivité de nos analyses et recommandations ;

- Des analyses reposant sur des méthodologies scientifiques rigoureuses, garantissant des recommandations fiables et adaptées aux réalités du pays ;
- Le respect strict du principe d'égalité devant la loi, les règlements et les services publics est essentiel pour restaurer la confiance des citoyens dans les institutions et garantir une justice sociale durable ;
- La transparence totale dans la gestion publique et économique, afin de favoriser une concurrence saine et loyale. Seule une administration intègre, dépourvue de favoritisme et de corruption, peut créer un climat propice aux investissements et au développement économique ;

- L'inclusivité se traduisant par la participation de divers acteurs aux discussions sur l'avenir du pays ;
- Une approche créative et contextuelle pour résoudre les défis nationaux de gouvernance et de développement. Loin des solutions théoriques inapplicables, nous privilégions des politiques publiques réalistes, adaptées aux contraintes locales et inspirées des meilleures pratiques internationales ;
- L'éthique et l'intégrité guident chacune de nos initiatives, dans une logique de responsabilité, d'impact durable, tangible et mesurable produisant des effets bénéfiques pour l'ensemble de la population.
- **L'indépendance**
Nos actions sont guidées par l'intérêt général, sans influence partisane ou sectorielle.
- **L'efficacité et l'impact mesurable**
Nos interventions visent des résultats concrets et durables.

À travers cette approche, nous aspirons à créer un cadre institutionnel robuste, à stimuler un développement économique soutenu et à renforcer la cohésion sociale, afin de permettre à Haïti d'engager une transformation réelle et pérenne.

Engageons-nous !

L'Institut Macaya s'engage à être un catalyseur de transformation durable, travaillant sans relâche pour créer une Haïti, où la prospérité économique, l'équité sociale et la santé environnementale ne sont pas des objectifs concurrents, mais des réalités complémentaires et indissociables.

Nous invitons tous ceux qui partagent notre vision à se joindre à nous dans cette mission cruciale. Ensemble, nous pouvons façonner un avenir, pour la jeunesse haïtienne, où le développement durable n'est pas seulement un idéal, mais la fondation même sur laquelle nous construisons notre nouvelle société et notre économie.

Nos actions devront contribuer à rehausser la fierté nationale et améliorer l'image internationale du pays et de son peuple. Nos réflexions axées sur la valorisation de nos potentiels économiques et de nos patrimoines historiques et culturels déboucheront sur une transformation durable de la société. Celle-ci se traduira par un élargissement substantiel de la classe moyenne. Par la force de la réflexion et de l'action collective, nous œuvrons pour une Haïti meilleure pour tous.

